



POUR UN « PLAN ROOSEVELT » DANS LE MONDE DE LA FINANCE

THÉRAPIE DE CHOC

Benoît Lallemand, secrétaire général de l'ONG Finance Watch, plaide pour une transformation profonde du système financier, afin que les capitaux soient utilisés activement au service d'une économie juste et durable.

Dix ans après la plus grave crise financière depuis le krach de 1929, on entend beaucoup parler de finance « verte », « durable », « responsable ». On souhaiterait que cette discussion soit le résultat d'une transformation en profondeur du système financier, que les grandes déclarations politiques en 2008-2009 ont fait miroiter. Il n'en est rien, pour la simple raison que l'ambition de l'agenda de réforme financière d'après-crise du G20 s'est limité explicitement au prudentiel : s'assurer que le contribuable ne soit pas sollicité lors de la prochaine crise.

C'est tout l'enjeu du débat actuel autour de la « finance durable » que de dépasser ce diagnostic superficiel, visant à traiter le symptôme, pour traiter la maladie elle-même. Il s'agit de poser la question du rôle social du système financier – à quoi sert-il, qui sert-il ? – et de la direction du capital – à quelles fins est-il alloué et comment ?

Et de se souvenir que les réponses que l'on trouvera aujourd'hui sont fort différentes de ce qu'elles étaient il y a à peine 40 ans. Deux petites décennies – du milieu des années 80 au milieu des années 2000 – de libéralisation (privatisation des institutions financières publiques) et de dérégulation (élimination des contraintes sur l'organisation du secteur et la circulation du capital) ont suffi à faire passer la finance du statut de serviteur (un outil au service d'un projet économique, de société) à celui de maître (qui impose ses lois à l'économie et à la société). Ainsi, lorsqu'on pose la question cruciale du financement de la lutte contre le changement climatique ou des objectifs du développement durable, on fait le constat du manque de ressources des gouvernements et institutions publiques et de leur impuissance à imposer une direction, et on se tourne avec fébrilité vers les marchés financiers dans l'espoir d'un engagement volontaire.

Franklin D. Roosevelt nous a montré qu'il y a une façon plus efficace d'aligner les ac-

teurs privés à l'occasion d'une crise majeure. Lorsqu'il engage les États-Unis contre le nazisme en 1942, il se tourne vers l'industrie automobile avec, en substance, ce message : « *Nous avons besoin de chars et d'avions de guerre en quantité. Soit vous vous mettez à produire ces engins très rapidement, soit nous prenons le contrôle de vos usines et le ferons nous-mêmes* ». Dans la foulée, il passe une loi qui interdit la vente d'une automobile neuve au cours des trois années qui suivent. En quelques mois, l'économie américaine est fondamentalement transformée. Chars et avions de guerres ne font qu'empirer les crises environnementales et sociales que nous connaissons. C'est d'un (re)déploiement massif de capitaux et de crédit dont nous avons besoin. C'est donc au secteur financier que doit s'adresser la « proposition Roosevelt » : lui donner une feuille de route détaillée – des plans de transition vers une économie juste et durable aux niveaux national et international – et le mandat de la financer, au risque de voir la puissance publique, démocratique, s'immiscer dans leur gouvernance. En complément, il serait nécessaire de mettre en place une taxe carbone qui éliminerait les subsides indirects aux énergies fossiles en internalisant ses « externalités négatives » – et montrerait que les projets « bruns » sont en réalité non viables économiquement. On verra alors le talent et l'expertise utiles de la majorité des praticiens du secteur financier se mettre réellement au service de la transition. Plutôt qu'un nuage de finance « gentille » sur fond de menace d'orage global. ☹



Finance Watch est une ONG créée après la crise pour défendre l'intérêt général dans la réforme du système financier. Son équipe est essentiellement constituée d'ex-professionnels des métiers de la finance. Benoît Lallemand a travaillé 11 ans dans les infrastructures de marchés (compensation-règlement) avant de faire partie des premières recrues de Finance Watch dont il est à présent le secrétaire général. Il est également l'initiateur du projet de Tableau de bord citoyen de la finance.